

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche-sur-Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 31 juillet 2023

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 26/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **ATLANTIC INDUSTRIE**

ZI Nord - Rue Monge  
BP 65  
85000 La Roche-sur-Yon

Références : 2023-0537

Code AIOT : 0006301040

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement ATLANTIC INDUSTRIE implanté ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon. L'inspection a été annoncée le 24/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée sur la thématique sécheresse

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATLANTIC INDUSTRIE
- ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon
- Code AIOT : 0006301040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Atlantic Industrie exploite des installations de traitement de surface soumises à

enregistrement sous les rubriques 2560, 2565, 2940. La société est spécialisée dans la fabrication de chauffe-eau, radiateurs et cartes électroniques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des consommations en eau (chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2012)
- mise en œuvre des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restrictions en période de sécheresse

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	AP sécheresse de restriction	Arrêté Préfectoral du 28/06/2023, article 1 + Annexe	/	Sans objet
4	AM du 30/06/23- réductions des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
5	AM du 30/06/23- Documentation	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
6	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 4.1.2 et 4.3.11	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
3	AM du 30/06/23- champ d'application	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26/07/2023 a mis en évidence les constats suivants :

- l'exploitant n'a pas démontré l'objectif en alerte d'une utilisation raisonnée de l'eau.
- l'exploitant n'a pas calculé le volume de référence et n'a pas engagé à ce jour de démarches visant à identifier les actions possibles en sécheresse. Il s'est engagé à réaliser un état des lieux et l'identification des mesures possibles (non respect de l'article 4 de l'arrêté du 30/06/2023).
- l'exploitant n'a pas justifié atteindre le taux de réduction applicable (5%) en alerte.
- l'exploitant n'a pas calculé la consommation spécifique (non conformité à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes: réseau public: 25000m3
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare utiliser l'eau pour les usages suivants : rinçage et constitution des bains du traitement de surface, laboratoires, sanitaires. L'exploitant a indiqué avoir une consommation en 2022 (basée sur les facturations) de 19929 m <sup>3</sup> /an au droit des 7 compteurs présents sur site. Une partie de cette eau consommée est utilisée pour ses installations de protection incendie, sans que l'exploitant ne puisse en déterminer la part le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : AP sécheresse de restriction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2023, article 1 + Annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AP sécheresse de restriction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1: Mesures de limitation des prélèvements à partir du réseau eau potable Conformément aux dispositions des arrêtés inter-départementaux et départementaux susvisés, l'évolution des niveaux dans les réserves destinées à la production d'eau potable sur l'ensemble du département de la Vendée entraîne le niveau de restriction suivant : - département de Vendée: Alerte- entrée en vigueur le 29 juin 2023 Les mesures associées à ce niveau de restriction sont détaillées en annexe 1 du présent arrêté  Annexe : Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques) - vigilance : sensibiliser les usagers (y compris entreprise) aux règles de bon usage de l'eau - alerte : utilisation raisonnée de l'eau - alerte renforcée : objectif de réduction de 25% du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière) sauf pour les process de production concernés par un plan d'actions volontaire de l'industriel mettant en œuvre une réduction effective des consommations d'eau sur ces process et transmis à l'État. crise: interdiction sur décision du Préfet
<b>Constats :</b> La zone d'alerte de la ressource prélevée (AEP) le jour de l'inspection est en seuil d'alerte (arrêté sécheresse du 28/06/2023). Les restrictions applicables sont les suivantes: - alerte: utilisation raisonnée de l'eau L'exploitant réalise un suivi trimestriel des consommations d'eau sur la base des facturations de Veolia. Un suivi par télémetrie est en cours de déploiement sur les 2 principaux compteurs de l'usine.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les actions possibles pouvant être mises en œuvre en période de sécheresse.

Il s'est engagé à réaliser un état des lieux et une identification des mesures possibles.

=> Il est demandé à l'exploitant de définir une fréquence renforcée de relevé des consommations d'eau en période de sécheresse, graduée le cas échéant en fonction des différents seuils atteints, et de tenir à disposition de l'inspection les éléments justifiant une utilisation raisonnée de l'eau.

Il a fait réaliser des affiches de sensibilisation du personnel sur les éco-gestes (1 unique point sur l'eau).

=> Il est demandé à l'exploitant de compléter la sensibilisation par des informations spécifiques sur les niveaux d'alerte atteints et le cas échéant les actions possibles pouvant être mises en œuvre.

Enfin, il a été rappelé à l'exploitant l'application en seuil d'alerte renforcée de l'objectif de 25% de réduction du volume journalier maximal autorisé sauf plan d'action volontaire de l'entreprise mettant en œuvre une réduction effective des consommations d'eau sur ces process et transmis à l'Etat.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : AM du 30/06/23- champ d'application

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, AM du 30 juin 2023- champ d'application

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

**Constats :** En 2022, le site a prélevé 19929 m<sup>3</sup>/an. Il est donc bien visé par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

L'établissement n'a pas déclaré être concerné par les exemptions au titre de l'article 3 de l'arrêté du 30/06/23.

Il est donc soumis aux objectifs de réduction prévus à l'article 2 ainsi qu'aux éléments devant être tenus à disposition de l'inspection à l'article 4 (cf. points de contrôle suivants).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 4 : AM du 30/06/23- réductions des prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, AM du 30/06/23- réductions des prélèvements

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 2

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;

- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;

- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;

- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1<sup>er</sup>.

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>.

**Constats :** Sensibilisation: L'exploitant a fait réaliser et a réceptionné des affiches imprimées sur les écopages (1 point concernant l'eau).

=> Il est demandé à l'exploitant de compléter par une sensibilisation spécifique sécheresse en sensibilisant notamment au niveau d'alerte atteint sur la ressource prélevée, et en indiquant le cas échéant les actions possibles en période de sécheresse.

- réduction de 5% du prélèvement d'eau: L'exploitant n'a pas calculé le volume de référence, et n'a pu justifier le respect de l'atteinte des 5%.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un état des lieux et un groupe de travail à l'automne pour identifier les éventuelles actions à envisager sur les principaux postes consommateurs d'eau.

Il mentionne la fermeture du site 3 semaines en août et une baisse de production depuis fin juin avec une baisse sur les consommations d'eau (mais non chiffrée à ce jour par l'exploitant).

=> Il est attendu de l'exploitant un positionnement sur le respect des réductions applicables. Les éléments justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 15 jours.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 5 : AM du 30/06/23- Documentation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, AM du 30/06/23- Documentation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° la liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la

sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1<sup>er</sup>.

**Constats :** L'exploitant a pu indiquer le jour de l'inspection:

- le milieu de prélèvement : réseau AEP

- le lieu de rejet : réseau eaux pluviales allant vers l'étang de la brossardière

- les volumes d'eau prélevés: 19929 m<sup>3</sup> en 2022

- les volumes d'eau rejetés: 2000 m<sup>3</sup> rejeté par la STEP du site (rejet direct) en 2022

L'exploitant ne réalise pas de suivi mensuel des prélèvements d'eau.

Il a indiqué qu'un relevé par télémétrie des 2 compteurs principaux était en cours de déploiement pour une mise en place en août (au plus tard septembre).

Dans l'attente, il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de réaliser le relevé a minima mensuellement, puis à fréquence renforcée si passage en alerte renforcée (pour la déclaration hebdomadaire requise à l'article 2).

Le volume de référence n'a pas été calculé (à présenter dans les 3 jours après le déclenchement d'un niveau de gravité).

=> Il est demandé à l'exploitant de fournir ces éléments sous 1 semaine.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : Consommation spécifique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 4.1.2 et 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation spécifique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Art 4.1.2 La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Art 4.3.11 L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classée le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le calcul de la consommation spécifique. L'exploitant transmet sous un délai de 1 mois les actions engagées pour une mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet